L'HOMME

DE METZ

(SUITE DE L'HOMME DE SEDAN)

Bruxelles. — Imprimerie de A.-N. Lebègue et Ce, 6, rue Terrarcken.

L'HOMME
DE METZ

(SUITE DE L'HOMME DE SEDAN)

PAR LE

COMTE ALFRED DE LA GUÉRONNIÈRE

BRUXELLES
OFFICE DE PUBLICITÉ
IMPRIMERIE DE A.-N. LEBÈGUE ET COMPAGNIE
RUE TERRARCKEN, 6

1870

PRÉFACE

Les événements marchent d'un pas si rapide que ce n'est pas toujours facile d'apercevoir leur enchaînement et de saisir leur ensemble. La presse ne peut que chaque jour, à vol d'oiseau, daguerréotyper les impressions éphémères. Le journal de la veille est effacé par celui du jour, que le suivant fera oublier encore. Les brochures, devant le plus grand spectacle qu'ait jamais offert au monde le drame de la politique, sont un à-propos que réclame l'attente publique. La faveur croissante dont *l'Homme de Sedan* est l'objet dans

toute l'Europe a fait naître *l'Homme de Metz.* Ce sont de tristes jumeaux. On nous dit que notre tâche a un autre émule. — Tant mieux, l'horizon est assez vaste pour avoir plusieurs télescopes.

C'est avec l'impartialité, notre règle, que nous avons tracé ce tableau. Les vives couleurs qu'a pu y répandre l'émotion du sentiment de l'humanité et du patriotisme blessés correspondent à une situation qui surexcite. Le simple voyageur, en se mêlant aux foules, a l'occasion de discerner ce qui échappe aux sédentaires, de même qu'aux personnages dont la grandeur même forme la fausse optique.

Trois espèces d'hommes n'ont pas d'illusion : les voyageurs, les confesseurs et les préfets de police, disait un jour le fameux comte de Saint-Germain, à Louis XV.

« Vous oubliez les rois », dit l'hôte, qui était le scandale du palais de Louis XIV. — « Non, Sire, répondit le spirituel causeur ; les brouillards les plus denses qui interceptent la vue, parfois sur les bords de la Tamise, le sont moins encore que ceux

formés autour des rois, par l'adulation et la bassesse humaine. » S'il eût vécu de nos jours, le spirituel causeur aurait eu à surenchérir sa définition des vapeurs que l'orgueil du succès fait monter, comme un vertige, dans la tête des plus grands et des victorieux.

Ils oublient, ceux-ci, qu'on peut prendre des cités, des provinces, des vies, mais on ne saurait ni étouffer la voix du monde et de l'histoire, ni prendre demain à l'Éternel !

COMTE ALFRED DE LA GUÉRONNIÈRE,

Bruxelles, 6 novembre 1870.

I

OU EST LA TRAHISON.

Lorsque nous flétrissions l'homme de Sedan, nous avons élevé si haut l'indignation qu'on croyait que nous surfaisions la mesure du mépris.

Qu'on en juge aujourd'hui. — Laissons ce qui se murmure ; ce n'est pas l'heure de s'y arrêter. La lumière se fera sur les causes, les incidents, la marche du terrible drame. Chacun de ses coups semble avoir été prémédité dans les arcanes de l'enfer. Durant cette phase que clôt la capitulation, divers symptômes avaient éveillé nos inquiétudes exprimées dans un autre ouvrage (1). Malheureusement elles n'étaient pas un mythe.

(1) Voir 5e édition, *L'Homme de Sedan.*

Dans ce grand tripot ouvert aux menées ténébreuses, nous avons vu avec peine, tout d'abord, tomber le nom du maréchal Bazaine. Les événements ont justifié notre pronostic quant au roi Guillaume et à M. de Bismark. Néanmoins, la conspiration bonapartiste, on la verra tour à tour s'assoupir, se réveiller, s'éclipser, pour réapparaître. Le crime n'abdique pas, il est condamné à chercher son salut dans l'audace. La Prusse aurait-elle besoin d'autres preuves que ce qui lui est venu à elle-même de la perfidie de Napoléon III?

Un géant s'était produit au centre de l'Europe, aux applaudissements de l'empereur, au moins avec sa complicité passive. Celui-ci engage la guerre, après le retrait de la cause.

L'insensé, au flegme d'endurcissement, par une impassibilité sur toutes les souffrances, pire que la férocité, s'adjoint Bazaine, le Mexicain, devenu, peu après, général en chef. Élevé du dernier rang de l'armée à cette haute dignité, précédé par une réputation équivoque, il portait au front une tache de sang. Sans doute il n'avait pas fait fusiller Maximilien, de même que Bonaparte, qui avait désigné à la fosse de Vincennes l'héroïque duc d'Enghien. Par une route semée de trappes per-

fides, le général français qui, un moment, rêva une couronne au Mexique, ne laissa au malheureux époux de la noble impératrice Charlotte d'autre alternative que le déshonneur d'une fuite, ou la mort. — Le sang des Hapsbourg repousse la première, qui était le rachat de sa vie ; il accepte la seconde, mourir en roi, le sourire sur les lèvres, au champ de Queratero. Son protecteur, qui préludait par la trahison de celui qu'il avait entraîné, n'a pas imité sa victime dans son sacrifice : il trouve plus doux d'accuser la France, sa dupe, devant le vainqueur, qui lui a fait l'aumône d'un palais. Il y conspire le retour dont la monstruosité a fait sortir de notre poitrine oppressée *l'Homme de Sédan*

Telle est la vérité sur les deux dénouements auxquels l'histoire n'a rien à opposer.

On chercherait en vain des précédents dans les plus tristes pages de l'humanité.

On oublie tout en France. Le régime plébiscitaire était merveilleux pour engloutir les plus énormes infamies. Ce qui ailleurs aurait accablé un homme, grâce à ce torrent de l'ignorance des comices, emportait les immondices de sa vie pour laisser triompher l'audace, le mensonge, et faire régner sur la rive où pesait l'usurpation, l'abomi-

nation de la désolation. On n'en peut douter, en voyant ce qu'ont fait de la terre de Louis XIV les Napoléon, les Bazaine, les Failly, les Frossard avec de dignes vis-à-vis, non moins défectueux dans la direction politique!

Les intrigues et les défaillances du commandement qui ont préparé la reddition de Metz, ramènent le souvenir à l'expédition du Mexique.

Sans doute, la famine a amené le dénouement; d'accord. Le rôle et les larmes de Changarnier, le noble, l'incorruptible, le pur, témoignent que ce n'est pas un prétexte imaginaire.

Mais, monsieur le maréchal, météore de ce désastre, la question ne réside pas là simplement.

Pour arriver à cette extrémité, il a fallu une série de défaillances. D'abord, ce qui se détache, c'est l'ambition caressée du chef de cette armée de devenir un personnage politique, une sorte de dictateur. A ce point de vue, qu'autorisent les incidents les plus bizarres, on découvre l'artisan d'intrigues un pied dans les trames bonapartistes, une main qui offre un concours hypocrite et suspect pour favoriser l'élection. — C'était la fausse monnaie d'un mont qui n'a pu s'escompter. L'on sent aussi comme une vague réminiscence du rôle rêvé par Dumouriez; mais celui-ci voulait rendre

son armée l'auxiliaire d'un parti français, jamais il n'a songé à en faire la litière, à jeter en holocauste de sa déception politique.

Chaque jour vient donc écartant le rideau découvrir une nouvelle horreur.

Le matérialisme dont on a tant de peur en bas, le socialisme dont les programmes, les cris de guerre font courir la terreur, ont donc eu pour prédicateurs, par l'exemple, ces hauts fonctionnaires, ces empanachés de plumes flottantes dont les broderies chamarrées d'or et de croix cachaient de tristes cœurs.

Cette fois-ci, la trahison n'est pas seulement le cri des soldats « conduits à la boucherie », suivant l'opinion à nous exprimée d'un des chefs capables de l'armée allemande. Ce cri est un refrain qui retentit depuis les rives du Dniéper jusque sur celles du Mississipi.

Le monde, si longtemps ébloui par la France faite par son empereur *la Niobé* des nations, sent courir le frisson d'une surprise qui passe du mépris à la colère. — Puis vient la prostration qui suit les mouvements trop précipités de l'âme épouvantée de la profondeur du gouffre. — Qui l'a fait, si ce n'est celui qui, se déclarant seul responsable avait, en effet, usurpé le droit sacrilége de vie et

de mort sur la nation qui abjurait la foi au génie d'elle-même pour embrasser l'idolâtrie d'un nom.

Le système personnel, alors que l'orchestre subventionné criait sur les pas de l'homme fatal : « Gloire à lui, à notre sauveur », allait tomber foudroyé sous l'ironie de la Providence. Par suite de ce machiavélisme des cupidités qui avaient fait leur pacte contre le pays, il n'y avait plus de nation, plus d'honneur. L'intérêt individuel, la soif des jouissances, le désir d'arriver, n'importe par quelles voies, avaient emporté les saines notions et les principes.

L'impudeur des moyens coupables se montrait dans leur cynisme à visage découvert. M. de Morny lançant la France au Mexique pour une part usuraire dans la créance Jecker, les tripotages reprochés à Bazaine durant son expédition, les révélations des papiers des Tuileries, tout proclame à quelle société d'exploiteurs la France s'était livrée !

On courait aux grades, aux croix, aux places, aux monopoles. Une seule main tenait cette immense casette, disposait de tout. — On n'était rien en dehors du gouvernement. Montesquieu eût été obligé de céder le pas à un brigadier de gendarmerie. Voilà la sentine où s'asphyxiait le pays.

Les uniformes étaient la mesure du mérite classé en raison de la grosseur des grains d'épinards. Qu'on s'étonne que le jour de l'épreuve, venu pour ces messieurs de cour, la trahison ne fût au fond d'une si artificielle organisation ! Elle devait y pulluler, comme les vermines immondes dans un charnier.

Les vertus, les droits, la bravoure, la fidélité, le vieil honneur : il ne fallait pas s'en faire le champion. Alors on n'était que le revenant d'un autre âge, un mauvais esprit, un alarmiste. Voilà à travers quelle ruine morale on marchait aux défaites, aux capitulations sans exemple, livrant comme un bétail sans valeur des armées qu'on n'avait pas su conduire, et qu'on ne voulait plus sauver.

L'exemple d'un souverain est contagieux, surtout dans la France, telle que l'avaient énervée la centralisation et les plébiscites impériaux.

L'empereur avait commencé par livrer Sedan, l'armée, l'empire pour sauver sa chair alarmée.

Aujourd'hui un maréchal est accusé du désastre de Metz. Cette fois-ci, c'est 180,000 hommes, une place imprenable jusque alors, un matériel à défrayer des armées, aux mains de notre terrible ennemi.

C'est là une étrange fin pour le dernier des généraux en exercice, que l'empire avait préposés au salut de la nation.

C'est là un désastre qui en contient mille autres. Il n'y a plus de moyens de résistance en rapport avec l'attaque. — La France peut protester par l'héroïsme de la mort, car, suivant les probabilités humaines, l'empire ne lui a pas laissé d'issue : il l'a mise au tombeau. Devant cette œuvre de l'indignité, combinaison de la folie d'un homme, de l'abjection de ses instruments soumis à sa volonté, M. de Bismark, le roi de Prusse, en poursuivant systématiquement la destruction d'un peuple innocent, abusé seulement, n'amasseront-ils pas sur leur tête ces volcans qu'on appelle les trésors de la colère divine? Ne reculeront-ils pas devant ce qui doit courir dans leur conscience, prélude du grand anathème de la terre? Ils n'en discernent donc pas le souffle qui s'échappe comme un sifflement hérault de la tempête?

Mais il nous faut revenir à M. le maréchal Bazaine. Qu'il parle donc, cet homme, qu'il n'accouple pas son mutisme avec celui de Napoléon le sédentaire. Qu'il fasse évanouir les murmures que nous porte la presse étrangère; qu'il explique sa conduite molle, les faux bulletins de ses vic-

toires, ses sorties partielles, ces allées et venues de messagers suspects, ces mensonges avec lesquels on lui impute d'avoir donné le change à ses soldats; qu'il détermine les motifs, le sens de ce qui a précédé, a suivi les fourches caudines sous lesquelles il a réduit à passer la plus grande armée de la France. Il le doit : nul ne désire plus que nous ne pas trouver un attentat pareil à la vie d'une nation.

Au sein des protestations d'un grand nombre d'officiers, il est juste de dire que la conspiration pour une usurpation personnelle ou pour une régence impériale, a tenté vainement de recruter ses complices, parmi les fils de ces paysans, dont les pères attirés aux *oui* du plébiscite, ont été les instruments de leur propre ruine. — Dans les chaumières des plus rustiques montagnes du Limousin et de l'Auvergne, comme dans les cottages des plus fertiles contrées, dans les villes et les châteaux jadis si riants, il n'y a plus que larmes, deuil et désespoir. Que d'enfants, d'appuis, de soutiens perdus ! Ceux que la mort a épargnés sont dévorés par la nostalgie que connaît le voyageur égaré. Mais qu'est-elle comparée à cette nostalgie du patriotisme blessé, humilié, couvert de sang, enveloppé de trahison? Il y a pis encore, c'est la rage

que doivent sentir tant de braves et généreux cœurs, d'avoir pu être le jouet dans ce grand drame d'aventuriers couronnés, à ce point de voir des armées entières, 330,000 livrés captifs, par un machiavélisme inhumain.

Il faut être témoin du départ de ces malheureux pour la terre de la captivité. Spectacle lugubre et navrant devant lequel, le cœur pris d'indignation, déborde en larmes d'amertume! On peut imaginer la désolation de ces hommes livrés, arrachés à tout ce qui est la vie. Sol, langue, famille, prix de leurs travaux, espoir d'aller racheter, par le labeur de leurs bras, la misère où la guerre et leur départ ont plongé les leurs; tout est pour eux sujet d'angoisses. Et c'est au sein d'une pareille catastrophe qu'un journal, la *Situation*, vient glorifier l'Empire, et que des conciliabules, pour ce but coupable, agitent Wilhelmshœhe; ils sont assez aveugles et abjects pour croire que la mesure de leur infamie, s'élevant sur le parjure de l'honneur, peut se retrouver dans le prétorianisme s'enrôlant pour leur œuvre diabolique.

Les soldats de Rome dégénérés ne se laissaient gagner que par le souvenir ou la perspective des victoires.

Les empereurs romains tombés le plus bas ne connurent l'ombre des hontes de Sedan et de Metz. M. le maréchal Bazaine frelatait la vérité de la situation pour faire de ses soldats les instruments aveuglés de ses intrigues. Aujourd'hui peut-on croire que le souvenir de défaites et de hontes sans exemple sont une attraction devant laquelle il n'y a plus de patrie, de morale : il n'y aurait plus de Dieu?

Voilà l'athéisme chassant devant lui la foi, la croyance, abolissant le devoir, le sacrifice : soyez le plus fort, insultez la victime, terrorisez-la. Oui, mais alors gardez soigneusement cette force, car, si jamais elle s'échappe de vos mains, tremblez, *patere legens quem fecisti*. Ce que vous avez fait, on vous le retournera. C'est la loi du talion de la politique que vous aurez intronisée : c'est bien plus, c'est l'arrêt de la justice de Dieu.

Alors le monde n'a plus qu'à frémir, indigné par le système du matérialisme, en attendant que ses promulgateurs tremblent, râlant en impies foudroyés par la rage des peuples démoralisés par leurs exemples, plus justement encore par la colère divine.

Lorsque les soldats, en voyant l'abîme où ils avaient été conduits, sous le couvert d'une intri-

gue se dissimulant sous de feints prétextes, quand la population poussait les cris du patriotisme s'insurgeant contre le traître, quand *les femmes les plus respectables parcouraient les rues, en s'arrachant les cheveux, en foulant aux pieds leurs chapeaux et leurs dentelles*, mêlant les sanglots aux cris : " Que deviendront nos enfants ", quand les soldats à leur tour, comme poussés par le fouet des euménides, qui n'étaient autres que les sentiments du brave et du patriote, les exhalaient en chœur, dans ces mots : " Quelle catastrophe, nous avons été vendus ", quand la garde nationale, à son tour, refusant de déposer les armes, s'écriait : " Pauvre Metz, la plus fière des villes, tout est perdu, ç'en est fait de la France; quand tous ensemble confondaient leurs lamentations dans ce refrain : " Qui sera notre maître, qui nous gouvernera, où irons-nous pour ne pas voir la ruine de notre nation, " quand tous ensemble à l'envi ils jetaient, le mépris, l'insulte, la menace à ce maréchal en défaillance, qui renouvelait pour la France l'œuvre noire qui a fait périr Maximilien et a rendu folle de sa grande douleur une princesse aussi noble que belle, oh ! n'est-ce pas le charivari qui retentira chez les nations jusques aux siècles les plus reculés? Et c'est au sein de ces scènes d'horreur,

que celui qui est pris à partie pour les avoir fait sortir d'affreux calculs ou d'impardonnables connivences, accourt à Wilhemshœhe : tel est le tableau final d'une pareille capitulation, on est atteré. C'est le flagrant délit ayant pour témoin la conscience humaine consternée. Une lettre laconique (1) qui laisse subsister les imputations donne une triste mesure du moral et national de M. le maréchal de France

Il y a dans ce fait une présomption justificative de la formidable accusation lancée par Gambetta, contre ce négociateur qui semble avoir voulu ménager ce dénouement, la plus haute forfaiture que put commettre l'ambition dépitée de sa propre impuissance. C'est pourquoi, cette nouvelle figure prend place au pilori sur lequel celui qui a écrit ces lignes a attaché l'homme de Sédan et son régime. A eux était réservé de faire rouler un torrent de fanges, de désastres, de crimes tels que l'histoire du monde n'en offre pas.

Aussi tout se réunit pour vous dire à vous, maudits, à vous aussi diplomates qui oseriez prendre pour votre nymphe égarée l'esprit des ténèbres, non, elle n'aboutira pas, quoi qu'on fasse, la con-

(1) Chacun l'a lue.

spiration de ces foudroyés par l'explosion des mépris de la conscience humaine!

Les fascines formées par ces monceaux de cadavres, les débris des villes bombardées et des villages incendiés, ne serviraient qu'à remplir le vide de l'abîme qu'ont formé les abominables hontes de Sedan et de Metz.

Jamais plus grande insulte n'a pu être inventée pour déshonorer un peuple, jamais le blasphème n'a provoqué à ce degré d'audace la colère de Dieu. On dirait que pour recouronner l'auteur de ses désastres, la France, meurtrie, ruinée, flétrie, doit devenir un tombeau, au-dessus duquel, en guise de catafalque, se dresserait un trône surmonté de deux statues. Un cri d'horreur s'échapperait de la poitrine oppressée des peuples pour retentir dans la dernière postérité. Comment le retenir, en voyant, à côté de l'homme de Sedan, apparaître son connétable, pris du vertige de la trahison, l'homme de Metz (1)?

(1) Jusques et y compris Gravelotte, sauf les dérogations à une bonne direction militaire, conséquence de l'intervention de l'empereur, Bazaine a fait son devoir

Alors s'ouvre une nouvelle phase. Le chef d'armée s'éclipse en s'égarant dans une préoccupation et une intrigue dynastique.

Toujours est-il que le résultat a déjoué les efforts de cette combinaison aussi honteuse qu'elle était impraticable. Pour le prédire sûrement, il suffisait de connaître l'âme de la France, qu'on ne peut étouffer dans celle d'un soldat, à moins de le tuer. Bazaine en a fait la triste épr-uve.

En attendant qu'il réponde à ces accusations qui ne semblent pas naître

du délire de l'imagination, mais sortir de l'analyse impartiale et de l'ensemble des faits, il a eu hâte de se dérober aux cris de désespoir et de malédiction que le vent et les derniers échos de France portaient sur le passage de sa fuite.

La voie tortueuse suivie par Bazaine achève de mettre le système bonapartiste et ses hommes au premier rang des calamités qui échoient à un peuple. Il faut s'attendre à une recrudescence d'une indignation, dont le retentissement sera tel, que la conscience de l'univers civilisé bondira comme un volcan. Il n'y aura plus bientôt d'asile qui consente à être souillé par le contact des fauteurs d'aussi sacriléges souvenirs.

II

LA DÉCOMPOSITION INTÉRIEURE.

L'IMPÉRIALISME A DÉSARMÉ ET ALTÉRÉ L'ESPRIT NATIONAL.

Un académicien, M. de Champagny, a tracé autrefois le tableau du pouvoir monstrueux qui, usurpé par les Césars, fit périr les mœurs, la grandeur morale, et, en fin de compte, l'existence même de cet empire qui, au dire de Montesquieu, est le plus grand spectacle qui ait été jamais donné au monde par la liberté sous la conduite d'une aristocratie.

L'historien de cette décadence n'en a pas seulement analysé les causes. Au nom de la conscience humaine et du droit immortel, Montesquieu, dans ce tableau d'un passé si loin de nous, flétris-

sait les vices qui devaient se reproduire sous le second empire français, élevé sur la double usurpation du droit populaire et monarchique. — Encore le pouvoir des empereurs romains n'était rien, comparé à l'excès de centralisation formant l'assemblage d'oppression qui s'était concentré dans la main de Napoléon III. L'humiliation militaire de la France, le péril et les malheurs qui l'enveloppent sont la conséquence d'un régime politique où le niveau moral allait s'abaissant toujours. Cependant le grand coupable ose attribuer sa chute à une indépendance qu'il refusait aux hommes, après l'avoir détruite dans les institutions. Il fondait son règne sur le mépris de la nature humaine. Il faut lire les papiers trouvés aux Tuileries, pour croire au cynisme avec lequel l'homme de Sedan préparait la ruine du pays, par la dégradation des caractères.

Quand, par le deux décembre, il eut tout absorbé en lui, la raison de l'homme d'État pouvait se troubler devant le luxe des moyens oppressifs, dominateurs, écrasants, mis aux mains de ce conspirateur atteignant une couronne dans une surprise de nuit. L'effraction, le larcin, le meurtre, rien ne manquait dans ce coup réussi du parjure épargné deux fois par la clémence de Louis-Philippe.

Dès lors, la violence et la supercherie étant devenues les prêtresses de son sacre, c'est-à-dire les Euménides menaçant tout ce qui n'adorait pas, il n'y eut plus de barrière devant ce demi-dieu, sous les pas méprisants duquel la flatterie, la bassesse prodiguaient leurs banals serments. — Quand on a pu fouler aux pieds toutes les lois, quand, par la profanation la plus audacieuse, on est arrivé à faire acclamer par des plébiscites, comme s'ils remplaçaient la gloire et la vertu, les plus abominables outrages à ce qui est l'essence sociale et politique, c'en est fait. L'honneur, la considération sont passés à l'état d'ombres importunes. La crainte (1), voilà le moyen, la domination, voilà le but. Le cortége de ses complices répudiant l'évangile de la dignité dans la liberté, s'en tient au paganisme de la jouissance, si bien caractérisé par ces mots du grand historien Romani : *pro dominatione serviliter*.

Le peuple des comices; où ces malheureux paysans dupes de leurs idolâtrie, où la bourgeoisie, jouet de sa terreur et de ses illusions vo-

(1) « Que les bons se rassurent et que les méchants tremblent. » Paroles de Louis-Napoléon, prélude du coup d'Etat.

Ah! le bon apôtre. — Le sauveur, qu'il vienne aujourd'hui, affronter le peuple, comme Lamartine! Le roi de Prusse peut lui donner sa liberté sans le gage de sa rapatriation. Le sol qu'il a couvert de désolation le dévorerait.

taient leur mort, à l'envi les uns des autres, tous ces plébiscitaires, à partir de ce moment, devenaient un troupeau d'exploitation durant la paix, et de boucherie pour des guerres mal engagées. De rudes bergers aux ordres exclusifs du maître allaient les pousser sur une route de perdition. Sous prétexte que l'on est *sauveur*, à l'aide de cette étiquette de contrebande, on se croit en droit de tout usurper : on se porte à l'oppression avec l'ardeur d'un parvenu, on abat les palais qui avaient défrayé les plus grands rois pour les remplacer par une magnificence d'insolence, comme si elle pouvait compenser la petitesse de l'âme et les hontes du règne. — On a tout usurpé. — Le pays était-il autre chose qu'un domaine dont on retirait la quintescence, que l'on accablait d'impôts, d'emprunts, qu'on exploitait à fonds perdu, sous cette maxime : « Après moi, le déluge. » Toutes ces monstruosités rencontraient la canonisation officielle. La littérature des préfets et des journaux payés, c'était tout simple. Mais y avait-il une sottise, une folie pour lesquelles il fallut rendre complice le pays ; en avant les raccoleurs de signatures : l'orchestre d'embauchage sonnait un grand air : les conseils municipaux, les corps, les individus venaient prendre rang dans ce défilé d'adresses. C'est

ainsi que pour la provocation à l'Angleterre, par les colonels, tout le pays fut entraîné. La France, on le voit, sous le régime orthopédique, était devenu le lazaret où l'auguste empereur tenait en quarantaine les intérêts et les idées, dans la mesure de son bon plaisir. Tel était le filet colossal, à mailles serrées, où se trouvait prise à la discrétion de cet oiseleur, aux traditions corses, la France chevaleresque de François Ier, constitutionnelle, pleine d'ombrages, sous les rois qui, depuis Louis XVI jusqu'à Louis-Philippe, étaient ses mandataires actifs, et non ses tyrans enfouis dans le sybaritisme de la cour napoléonienne.

Quelle série se déroule dans cette combinaison du pouvoir de cet aigle dégénéré qui a tenu dix-huit ans la France dans ses avides serres !

III

LA CONFUSION DE TOUS LES POUVOIRS.

On avait fait des ministres irresponsables de l'empereur, c'est-à-dire qu'on avait dérobé l'impunité dans la chimère. Quoi qu'ils pussent faire, détourner, trahir le pays s'entend, le coupable échappait toujours couvert par le souvenir inatteignable.

Les plébiscites ne sont qu'une fausse monnaie qu'un gouvernement mécanique peut, à son gré, faire légaliser par l'ignorance des foules. C'est ainsi qu'elles se sont livrées au dragon qui allait

les faire dévorer par la guerre après l'avoir si mal préparée, et si artificieusement engagée.

Continuons cette légende historique qu'il a été donné à un nom de finir par des désastres à exhaler la douleur de cent Jérémies.

Une armée, une flotte de l'empereur auxquelles il a été prodigué en vain tant de millions au point de former le budget de guerre le plus considérable de l'Europe.

L'immense hiérarchie militaire d'officiers, de généraux, d'amiraux de l'empereur.

Un sénat de l'empereur, des candidats de l'empereur formant cette chambre servile qui a sacrifié la nation à un homme, qui, à un signe de son caprice, livrait principes, reniait le passé, baffouait la liberté, votait les lois d'exception qui faisaient de Lambessa et Cayenne des maisons de plaisance de la mort pour quiconque Sa Majesté daignerait y installer, étouffait les contrôles, couvrait sous le bruit des couteaux d'ivoire la voix du patriotisme, laissait s'engager la guerre folle du Mexique, l'amnistiait après ses désastres, agissant de la même façon quant à la guerre d'Allemagne, insultait M. Thiers, alors que la cause mise en avant pour une feinte colère avait disparu. Enfin par ses dociles complaisances et ses défis, tour à

tour, elle armait et irritait la révolution par un faux socialisme et les fins de non-recevoir à la liberté constitutionnelle.

Une magistrature où l'empereur créait cette monstruosité des triages abonnés à la condamnation, qu'un jour Berryer foudroya de l'éloquence de sa haute probité.

L'administration, les sous-préfets passant en proconsuls sans nul souci des satisfactions ou mécontentements des pays auxquels on les infligeait.

L'entière domination communale, des légions, fils innombrables dont l'écheveau se concentrait ou se dévidait par la même main.

Les finances constituées sur la même anomalie, leurs riches prébendes, leurs emplois englobant tout le mécanisme financier, agricole, industriel du pays; enfin les marchés, monopoles, les entreprises, les intérêts taillables, corvéables à merci, les secours, subventions, tout cela à la disposition de l'empereur.

Le chapitre des pensions, des bureaux de tabac, de l'autorisation des compagnies, les caisses de l'armée, d'épargne, les crédits fonciers, la charité publique accaparée dans ses ressources, dans la nomination de ses agents, envahie par l'empereur : que de moyens d'influence irrésistible !

Nous n'en finirions pas, il faut quitter cet horizon où l'abus formait une marée montante sous le flux et le reflux des ambitions et convoitises qu'aucun gouvernement n'a développées à ce point.

IV

LA HONTE DU RÉGIME PRÉPARE SA DÉFAITE.

C'était le césarisme élevé à une puissance irrésistible. C'était l'occupation des convoitises d'un homme : il ne se la faisait pardonner ni par la gloire, ni par les titres du génie. Loin de là, il avait fallu pour faire accepter à la France ce régime honteux, lui donner pour escorte toutes les mauvaises passions. On dirait ces serres chaudes où pour avoir le fruit prématuré, on sacrifie la plante. C'est bien cela qu'a fait l'empire.

Il était devenu un banquet de Sardanapale, où l'on enivrait le monde officiel, mais sur les parois de la salle du festin, on pouvait distinguer la sen-

tence de la condamnation écrite par la justice de Dieu.

Il fallait que la malheureuse France fût tombée bien bas, pour qu'elle ne se levât pas bondissante d'indignation. Quelques voix émues poussaient le cri d'alarme : la folie, l'aveuglement semés par 500,000 fonctionnaires, janissaires civils du règne, endormaient le pays au bord de l'abîme. Un beau jour la France apprend, sans vouloir y croire, que ses armées étaient vaincues et prisonnières. Encore, pour que le mensonge suivît son cours, des arlequins faisaient croire aux paysans qu'on avait brûlé le Rhin, qui cependant coulait toujours. Les buttes Jaumont avaient dévoré des divisions qui apparemment, sans doute sauvées par quelque fée propice, se retrouvaient vivantes dans les batailles pour tuer ceux qui les avaient englouties. Jamais la cacophonie de la fraude n'avait eu de telles audaces, suivies de malheurs plus grands encore.

La nation s'était fondue dans un homme. On lui avait persuadé qu'elle avait un Hercule pouvant suffire à tout ; au lieu de cela, elle n'avait qu'un Cacus, qui même au jour où il fallait commander et engager l'héroïsme de l'action a disparu, gardant le silence de la peur :

Hæsit in gutture verbum.

LES EXPLICATIONS DE L'HOMME DE SEDAN.

Une brochure de vingt-neuf pages réputée l'œuvre de l'empereur tombe sous nos yeux. On ne peut mettre en doute son origine à la forme et à l'allure autorisée du langage. Nous écarterons les apologies du plan de campagne, qui avait été arrêté et qui a failli. Nous avons nous-même, dans *l'Homme de Sedan*, établi les fautes et les responsabilités. Aucune réfutation n'en a été faite. Si on le tentait, cela ne servirait qu'à provoquer de nouvelles preuves confirmatives de nos énonciations et de notre jugement. Il est donc inutile de revenir sur un récit qui garde toute son autorité,

le lecteur pourra, au besoin, y avoir recours (1).

Laissons le récit des opérations militaires, tel que l'empereur les envisage pour nous occuper de ses conclusions, elles sont une hérésie politique, que produit la préoccupation autocratique. On peut dire à cet égard que l'infatuation est poussée si loin qu'elle est devenue incurable. C'est l'idée fixe contre laquelle tout raisonnement vient expirer.

Avec un cynisme à ironie cruelle, il ose donner un conseil à ses victimes : « Que nos malheureux compatriotes qui sont prisonniers, dit-il, profitent au moins de leur séjour en Prusse, pour apprécier ce que donnent de force à un pays le pouvoir respecté, la *loi obéie*, l'esprit militaire et patriotique dominant tous les intérêts et toutes les opinions. C'est le cynisme de l'ingratitude. »

D'un autre côté, l'empereur se plaint que les Chambres fussent trop économes, des déplorables habitudes introduites dans l'armée par la guerre d'Afrique. Il blâme le manque de discipline, le manque d'ensemble, le défaut d'ordre, il se récrie même, symptôme d'un esprit attaché à la minutie, au sein de ce désastre, *du laisser-aller*

(1) *L'Homme de Sedan*. Bruxelles.

de la tenue qui influe sur l'esprit militaire ; il y voit une des causes de sa décadence.

Nous avons relu deux fois ce passage, comme étant plus au cachet d'un capitaine d'habillement que d'un empereur, devant lequel hier le monde officiel s'agenouillait avec force encens. La tribune et la presse sont aussi les coupables, auxquelles il faut imputer la responsabilité des malheurs de Wissembourg, Wœrth, Forbach, Sedan et Metz.

Quel pitoyable raisonnement ! Avions-nous raison de lui appliquer les paroles de l'Eclesiaste, qui se complètent par celles-ci : « Il n'y a pas de plus aveugles et de plus sourds que ceux qui ne veulent ni voir ni entendre. »

Vous avez parlé, Sire : Vous avez assez bâillonné cette presse et cette tribune pour que nous reprenions un dialogue que j'ai eu l'honneur de tenir, en face de votre puissance.

Qui a énervé, atteré l'esprit militaire qui fut si longtemps la force de l'armée française ? — Nous vous l'avons crié dans la *Politique nationale :* sans la dynamique morale qui remue, soumet, lie la masse, lui inculque un même cœur, la dirige avec l'âme d'un pays placée au bout des baïonnettes, il n'y a qu'une vaine et trompeuse apparence. Ainsi est-il arrivé au second empire.

Toute la dissolution dont se plaint le vaincu, a été son fait. Elle a été la conséquence du péché originel dont vous n'avez pas été racheté, Sire. Vainement avez-vous fait dresser les fonds baptismaux du gouvernement constitutionnel : pure hypocrisie. Le plébiscite ramenait Satan et ses œuvres.

Qui a organisé l'embauchage à Satory, où les cris séditieux conspiraient et se réchauffaient, aux libations du champagne et du trois-six?

Les véritables chefs de l'armée, qui avaient conduit à la victoire nos phalanges, ne s'y trompèrent pas : ils avertirent en vain.

Mais une pensée dominait, avoir des bonapartistes avant tout. On cherche des ministres de la guerre où le prétorianisme instrument du gouvernement personnel importe plus que les vertus auxquelles revenait la préséance. Le plébiscite, le moyen qu'on préconise, ne vient pas impunément faire échec à la discipline. On l'avait toujours dit : Une armée doit obéir, combattre, mais non délibérer.

Le président de la république, comme s'il se fût calqué sur Catinila, fit de son nom un piége où un homme prit la place de la nation. Ce qu'il appelait l'ordre n'était que la sédition d'une armée

détournée de la voie du devoir et du patriotisme.

Sans doute, les soldats avaient la bravoure inhérente au Français. Ils l'ont prouvé, au sein des disgrâces les plus démoralisatrices. Mais ils n'étaient plus dans les conditions normales qui rendent redoutables : l'empire les avait désarmés.

Ce devait être le châtiment de celui qui ne se proposait, ne voyait, ne poursuivait, que son intérêt dynastique.

Au premier rang apparaît, superbe d'orgueil, sans lauriers, un état-major de favoris qui marque pour les plus hauts grades les créatures dévouées à l'empereur. C'était le titre suprême.

C'est le bouleversement introduit par les monopoles, depuis cette malheureuse loi de l'exonération et des caisses militaires jusques aux services divers paralysés par un désordre d'état chronique.

C'est la création d'une garde impériale aux dépens de l'esprit national, qui n'en est pas moins altéré par la force constitutive des régiments, énervée par ces triages, toujours en vue de la personne et de la famille de l'empereur.

C'est cette confusion du droit politique souverain par le plébiscite, venant faire échec à la discipline et infirmer les prestiges et les respects.

Enfin, comme préface de la débâcle que va amener la guerre, un empereur qui n'est pas général : il joue à la guerre, il caresse trop l'image pour ne pas amener la chose ; il ne sait pas la manœuvre, et il fait de la stratégie avec des cartes, à vol d'oiseau, sans avoir la mesure des réalités modificatives. En guerre, comme en politique, il prend les feux follets qui s'élèvent dans son esprit comme des illuminations de génie.

S'agit-il de nommer des maréchaux, des généraux, etc., qui pèse sur les choix ? Tantôt le sourire irrésistible des protectrices *osées*, tantôt le comité occulte. On dirait le rateau du croupier, pour ramener tous les choix au bénéfice dynastique.

Les titres du mérite personnel, s'ils n'ont ni protecteur empanaché, ni belle dame aux falbalas de cour, restent des mythes.

Voilà les abus qui, à force d'énerver les plus solides institutions, de décourager les âmes, de substituer le succès de l'intrigue audacieuse au mérite discret, préparaient à l'avenir les disgrâces de Sedan et de Metz.

L'Europe le sait, et nous l'avions signalé en vain au souverain qui en ce moment rejette son incurie, ses fautes, le poids de ses responsabili-

tés, sur qui en est victime, après avoir averti.

Mais l'infaillibilité impériale était tenue pour dogme sacré par le concile des candidatures officielles.

Celle-ci ne pouvant errer s'en prend à la presse bâillonnée, ou corrompue. Napoléon III ne rougit pas d'accuser la tribune qu'il avait renversée, où plus tard, dans cet essai frelaté du gouvernement parlementaire, le patriotisme éclairé était honni par la majorité.

L'insubordination introduite dans l'armée par la presse et les discours ! Mais l'insubordination qui enfante toutes les autres vient de la trahison par laquelle Napoléon III a commencé et a fini. Là au moins sa consistance est indéniable.

La discipline où la soumission que vous réclamez, Sire, n'était pas possible avec votre plébiscite.

C'est ainsi que disserte dans le vide le sombre hôte de Wilhemshœhe. Son ambition est toute aussi tenace qu'au temps de Ham. Le remords devrait s'élever inexorable, durant la vision des spectres de ses victimes passant dans ses rêves, murmurant à son oreille les deux mots qui foudroient la prétention impie, sous l'oppression du

souvenir qui s'élève entre le trône et l'homme de Sedan (1).

(1) Dans le catalogue se trouvera ressortir en lettres maudites celui de Bazaine. Mille ans se sont passés à faire ascendante, la fortune de la France sous la monarchie : vingt-cinq ans des règnes des deux Napoléon ont suffi pour conduire la France aux plus terribles épreuves de l'histoire.

L'ENQUÊTE ET LES CHARGES.

L'impartialité fait à l'écrivain un devoir de reproduire, au sujet du maréchal Bazaine, les témoignages et imputations qui se fondent sur des vraisemblances, ou qui se réfèrent à des faits que l'on ne saurait passer sous silence. Les hautes situations n'obtiennent le crédit qui est leur gloire, que lorsqu'elles peuvent justifier de leurs actes : les écrivains sont les juges d'instruction devant ce tribunal qu'on appelle la postérité dont les arrêts sont sans appel.

D'autres témoins oculaires ont décrit, au point de vue militaire, tout ce qui, suivant eux, s'inscrit au passif du général en chef. On lui reproche ses

lenteurs, les indécisions de sa marche, qui servent les Prussiens, la mollesse et le décousu de la défense, et les lacunes de l'administration, des ambulances, la mauvaise gestion des magasins et des approvisionnements.

Voici pour l'aperçu général sommaire ; il convient d'aborder les lignes les plus saillantes de la question militaire.

On soutient sous le témoignage imposant des hommes de guerre que, soit au moment où Mac-Mahon engageait le combat sur la Moselle, soit après sa défaite de Sedan, Bazaine a pu entrer en ligne et opérer sa jonction. On a développé pertinemment cette affirmation dans *l'Indépendance*, où des articles qu'on attribue à un officier distingué d'état-major n'ont pas relevé Bazaine de la défaveur dont il est l'objet.

Qu'a-t-on opposé à ces articulations formelles ? Une lettre du maréchal Bazaine, dont le laconisme ne semble avoir voulu y trouver qu'un échappatoire. Quand on est fort par la connaissance d'une spécialité et que les actes défient le blâme, on est plus explicatif : on cherche même l'examen qui fait la lumière. On ne se borne pas à opposer de vagues généralités à ce qui a un pareil caractère de pertinente précision.

Nous passons à un autre aspect, celui du rôle des combinaisons politiques et intrigues impérialistes.

Laissons la visite du général Bourbaki, dépêché vers l'impératrice à Chislehurt : ce fut le point de départ. Nous nous flattons que depuis investi d'un commandement, qu'aujourd'hui démissionnaire, le sentiment national lui a fait abdiquer la faiblesse dynastique.

Depuis se sont succédé le voyage du général Boyer à Versailles, les mystérieux rapports que le comte de Bismark était disposé à favoriser l'intrigue, finalement la terrifiante nouvelle que la grande forteresse de Metz s'était rendue. La situation, par rapport à la position dans cette place, est aussi extraordinaire qu'inexplicable. Après la bataille de Gravelotte, le général en chef a laissé s'écouler les semaines sans faire aucun effort pour arrêter les travaux de terrassement entrepris par les assiégeants, sans entreprendre de s'ouvrir une route à travers leurs lignes; plus tard, il l'a essayé en vain. Les soldats ont crié à la trahison, de telle sorte que Bazaine se confinait hors de leur présence, dans la crainte de périr par leurs mains.

Boyer a été dépêché deux fois à Versailles comme agent d'une capitulation à proposer pen-

dant la durée de son second voyage; les chefs de l'armée ont fait une communication extraordinaire, aux soldats, par ordre du maréchal. C'était l'annonce d'une complète anarchie, en France.

Paris y était représenté en proie à la guerre civile, réduit à ouvrir ses portes sous peu de jours. " Les membres du gouvernement national avaient été renversés, Gambetta et Kératry avaient pu s'échapper en ballons. La Normandie était parcourue par des brigands et avait fait appel aux Allemands pour rétablir l'ordre : le Havre et Rouen avaient reçu des garnisons prussiennes; la Vendée était le théâtre d'une guerre religieuse, et les membres du gouvernement provisoire ayant été dispersés, la France était tombée dans un état désespéré. " — Ces étranges discours rappelant le proverbe, " que quand on veut tuer son chien, on dit qu'il est enragé, " semblaient se combiner avec la négociation véritablement digne des lugubres souvenirs du Mexique, auprès du comte de Bismark, qu'on a vu être confiée par intermédiaire au général Boyer, cette âme damnée de l'impératrice. On disait le chef et le lieutenant diplomate d'accord, sur ce point, c'est que la Prusse ne devait pas négocier avec un gouvernement qui n'avait pas de sanction légale d'existence. C'était

avec l'impératrice qu'on pouvait traiter, et à son défaut, il fallait avoir recours à la Chambre des députés comme la vraie représentation de la France. L'armée de Metz serait devenue sa garde. Le comte de Bismark est réputé s'être servi de ce langage significatif : « Je serais disposé à admettre une convention qui laisserait l'armée de Metz se retirer dans une place du territoire français pour protéger toutes les délibérations nécessaires pour assurer la paix. » Quoi qu'il en soit de leur vérité, toujours est-il que le résultat a déjoué les efforts de cette combinaison aussi honteuse qu'elle était impraticable.

L'auteur de l'*Homme de Sedan* avait pronostiqué cet inévitable dénouement. — Il suffisait de connaître l'âme de la France, qu'on ne peut tuer dans le soldat, dans le cœur duquel la patrie est au-dessus de tous les chefs. Il obéit au champ de manœuvre. On peut le tromper par la magie d'un nom grandi par la victoire, on ne lui fait pas de propos délibéré trahir son pays. En attendant, que Bazaine réponde à ces accusations qui ne semblent pas dériver du délire de l'imagination, mais de faits que les officiers et les soldats racontent, ce sentiment si répandu de graves torts ne court pas seulement la rue ; il a mis son amertume dans le

cœur des plus braves, de ceux auxquels s'attache le renom du vieil honneur dans ce qu'il y a de plus strict comme principe et de plus inaltérable dans les actes. C'est ainsi qu'au moment où le maréchal Canrobert, et le général Coffinières quittaient Metz, au dire d'un correspondant d'un de ces journaux anglais qui se distinguent par leurs informations, le brave général Ladmirault, un compagnon de notre jeunesse au temps où la chasse l'entraînait, a refusé de prendre le même train. Son motif, c'est qu'il lui serait trop pénible de voyager avec de telles gens. Nous avons dit que Sa Majesté le maréchal Bazaine, qui a rêvé, un instant, un rôle à la façon de Prim, durant son trajet à Wilhelmshœhe, a passé un mauvais quart d'heure. A Pont-à-Mousson, il a été accablé d'injures, il a fallu se placer sous la protection du commandant prussien. A Nancy, assailli avec des pierres.

Le maréchal, après avoir donné le change à une armée de 180,000 hommes, a mis pour sceau à sa diplomatie d'Iscariote, cet épouvantable désastre. Au moment où M. de Valcourt faisait, sous son nom, à visage découvert, un réquisitoire qui aura un grand retentissement, nous avions donné nous-même dans l'*Écho*, deux

jours avant, une opinion identique. Le sentiment de l'idée française a les mêmes vibrations pour l'âme du publiciste que pour celle du militaire. M. de Valcourt fait de sa plume l'écusson de son épée. Nous ne saurions mieux justifier notre propre opinion, qu'en lui donnant pour sanction la *conclusion* de l'exposé de ce digne officier (1).

(1) Il reste acquis à la cause que le maréchal a, dès le 14 septembre, connu et répudié le gouvernement de la défense nationale, et que tous les actes de sa conduite politique et militaire, depuis cette époque jusqu'à maintenant sont ceux d'un indigne serviteur, sinon d'un traître à la patrie.

Le 15 octobre le général Coffinières, poussé par la municipalité et la garde nationale de Metz, reconnut par une lettre, affichée partout, l'existence du gouvernement de la défense nationale, et annonça en même temps aux habitants de la forteresse l'épuisement subit des denrées alimentaires.

Par un écrit également rendu public, le conseil municipal, à l'unanimité, déclara repousser toute complicité dans l'acte d'incroyable légèreté pour ne pas dire de honteuse trahison par lequel le général commandant supérieur de leur ville avait dissipé les ressources de la ville de Metz pour en nourrir l'armée campée hors des murs.

Pour résumer la conduite du maréchal Bazaine dans les deux mois et demis qui se sont écoulés entre la bataile du 18 août (Saint Privat) et maintenant, nous dirons, en nous appuyant sur les faits cités plus haut :

1° Que le maréchal n'a jamais tenté depuis le 18 août une sortie sérieuse, et que ses essais d'attaque des lignes prussiennes n'ont été faits que pour lui servir plus tard d'excuses aux yeux de son pays et de l'histoire.

2° Que le maréchal ne voulait point tenter un effort suprême qui aurait, même en cas de succès, grandement désorganisé sa splendide armée et ne lui aurait plus permis à lui, commandant en chef de l'armée du Rhin, d'être l'arbitre des destinées politiques de la France ;

3° Ces mêmes considérations expliquent pourquoi le maréchal n'a jamais consenti à reconnaître le gouvernement de la défense nationale, et a cherché jusqu'aux derniers moments à rassembler les restes de la puissance bonapartiste dans le but de refaire un troisième empire ;

4° Une fois convaincu qu'il ne pourrait amener la France et les Prussiens tout à la fois, à des idées de restauration des Bonaparte, qu'en ajoutant le désastre de la capitulation de l'armée de Metz et de la ville elle-

même, à tous les malheurs qui pèsent déjà sur notre pauvre pays, le maréchal a pris à tâche de hâter le moment de la reddition.

Pour ce faire, il s'est refusé à diminuer à temps les rations de fourrages, laissant ainsi subitement les 25 000 chevaux composant sa cavalerie et traînant son artillerie, sans aucune denrée alimentaire, au lieu de faire durer le plus longtemps possible les ressources qu'il avait entre les mains au 1er septembre, date de sa dernière grande sortie.

De même, il n'a consenti à amoindrir les rations des vivres qu'après de longs délais, et alors que cette mesure n'avait plus qu'une utilité minime, puisqu'elle ne pouvait être exercée que sur une quantité peu considérable d'approvisionnements.

5° Bref en tous points, le maréchal Bazaine n'a agi que dans un seul but, être et rester maître de la situation politique en France, et, croyant pouvoir se servir des Prussiens pour l'aider dans l'exécution de ses projets ambitieux, *il leur a livré sciemment* la ville et forteresse de Metz, ainsi que l'armée française de cent et dix mille hommes, campée dans l'enceinte retranchée.

POST FACE.

Un tableau de désolation, comme celui qu'offraient Metz et l'armée, ne peut être retracé dans son horrible vérité que par celui qui a vu, senti, pleuré, saisi par la douleur d'un désastre, qui a pour première cause Sedan. Malheureusement Metz ne semble pas le dernier terme du Calvaire, où cet homme, ses conseillers et quelques-uns de ses généraux, ses *alter ego*, ont poussé la France, par leur mensonge et leur incapacité.

Tout ce qui arrive, la chute de Metz, quelle que soit la responsabilité que la fièvre d'une ambition malsaine et coupable reporte sur Bazaine, n'est que la conséquence de la politique de Napoléon III aboutissant à Sedan. La guerre a pour arène toute la France. Dans ce beau pays, qui était comme un foyer d'où la sympathie s'exhalait en brise vivifiante des peuples et de la civilisation, aujourd'hui n'a plus qu'une perspective, combattre et mourir. Le sang coule partout, l'incendie s'attaque aux villages, ces asiles du tra-

vail rustique, aux villes, ces ruches de l'industrie, orgueil de la civilisation. Les hôtels, les palais les plus somptueux sont des ambulances où l'horrible souffrance des blessures tord la plus robuste jeunesse, en attendant qu'ils soient des tombeaux. Malheureuse situation créée par un insensé, un second Phaéton qui a renversé, dans sa présomptueuse ignorance, le char de l'État dont il avait usurpé les rênes! Toujours est-il qu'aucune vie, fortune, maison ne sont sûres du lendemain, alors que la guerre prend le caractère d'une commune extermination.

Le sang appelle le sang, doit crier l'humanité à Guillaume, à M. de Bismark, à ceux que la triste fortune de la guerre a conduit devant Paris, sur une route semée d'autant de cadavres allemands que de français, sinon plus.

Que le roi Guillaume, son ministre, son peuple ouvrent l'histoire, qu'ils songent à Dieu! — Quand, sous le prétexte banal des inconvénients d'une pitance de 25 jours, on lance des nations, l'avenir de l'Europe, dans un pareil gouffre, est-ce que tous ces spectres, ces deuils, ceux qui se projettent à l'horizon, ne leur crient pas : « Hommes puissants, mais sujets à la mort, comme tout être humain, n'arrivez pas à cette fin dernière avec l'escorte des malédictions alors que l'Europe vous crie par la voix de M. Thiers : Paix et miséricorde! »

Les deux récits suivants, du plus vif intérêt, appartiennent, le premier, à la *Gazette de Cologne*, le second à l'*Étoile belge*. Nos lecteurs de France surtout, qui n'auraient pas lu ces feuilles, y puiseront, comme nous-même, d'inépuisables émotions.

UN NOUVEAU ACCABLANT TÉMOIGNAGE.

Nous n'hésitons pas à sacrifier un chapitre qui, sous le titre : « *la sinistre lumière se fait,* » était l'épilogue de l'*Homme de Metz*. L'*Écho français* nous apporte le remarquable article du général Bisson. C'est la confirmation de nos promesses qui semblaient téméraires, au moment où ce journal caractérisait l'esprit de notre œuvre par une citation, — qui était une accusation contre le maréchal Bazaine. — Elle est confirmée par la voix d'un témoin que crédite l'autorité de la position et l'honorabilité du caractère. Nous lui laissons la parole. Les documents nouveaux que chaque jour

apporte nous permettront, sans nul doute, incessamment d'attacher de nouvelles évidences. Les intrigues liées à la capitulation de Metz rappellent trop l'homme du Mexique. Ce n'est pas la reproduction de ce qui égara Dumouriez. Il y avait dans son aventure l'étourderie de l'esprit français se trompant de route. Mais le rôle étrange du maréchal Bazaine porte l'empreinte de la ruse, de la dissimulation, du *the treachery*, qui est l'empreinte du caractère du second empire. M. le général Bisson vient en témoigner.

ASPECT DE METZ

ET DE SES ENVIRONS

APRÈS L'ENTRÉE DES PRUSSIENS

30 octobre.

Ce matin, dit le correspondant de la *Gazette de Cologne*, tandis que je me dirigeais d'Ars la Moselle vers Metz, j'aperçus de loin l'épaisse fumée des feux du camp français à travers laquelle je voyais percer la couleur rouge des manteaux des cavaliers. C'est là que l'armée prisonnière avait campé toute la nuit, sur le chemin de Jouy à Frescaty. Autour des feux se tenaient de beaux hommes à la tournure martiale, c'étaient les groupes des gardes; jusqu'aux rives de la Moselle, aussi loin que pouvait porter la vue, s'étendait un campement aux mille couleurs bariolées, environné de nos postes.

Un autre cortége arrivait du côté de Frescaty; c'étaient des bataillons entiers que l'on conduisait hors de la ville : de l'infanterie, de la cavalerie; tous ces soldats avaient de fraîches couleurs, avivées sans doute par l'air du matin.

Peut-être l'imagination va-t-elle trop loin quand on se figure une armée forcée à capituler par la faim; mais toujours est-il que *cette armée-ci* s'est rendue avant d'avoir subi le martyre de la faim.

Impossible de voir un plus beau sujet pour un peintre que ce camp, qui, du reste, me rappelle beaucoup celui de Sedan. La route qui conduit à la ville, devant les tranchées de nos avant-postes, fourmillait également de soldats français de toutes les armes, qui se rendaient au camp en petites troupes. Les meurtrières pratiquées dans les murs des maisons et les barricades indiquaient, à droite, la ligne de nos postes, tandis qu'à gauche le fort Saint-Quentin dominait toute la vallée de la Moselle.

Les maisons bordant la route avaient beaucoup souffert des grenades du fort. Une barricade de gabions me montra la ligne française. Derrière elle on voyait des carcasses de chevaux parsemant la prairie jusqu'à la voie ferrée. Derrière les retranchements français, bâtis devant le viaduc, le spectacle était affreux : des squelettes déchiquetés, des cadavres de chevaux encore frais, sur lesquels on avait taillé d'immenses morceaux de viande. Des lambeaux de viande de cheval étaient suspendus aux murs des redoutes, et parsemaient le terrain détrempé par la pluie. On a dû abattre plus de 13,000 chevaux dans Metz, y compris peut-être les bêtes mortes de maladie, que les pauvres de la ville ont dévorées avec avidité.

On me dira que c'est là une preuve qu'on a tenu jusqu'au dernier moment. Mais on se trompe; le dégoût qu'inspire la viande de cheval n'est qu'un préjugé, et l'on nous en fait manger plus souvent que nous ne le croyons. Aujourd'hui, j'ai été cité à Metz, et je suis convaincu que la viande que l'on m'a servie avec une sauce piquante venait de quelque cheval blanc ou noir, sacrifié aux nécessités de la guerre.

Une horrible puanteur se dégage de ces redoutes. Le viaduc avait été fermé par de fortes barricades; un poste

prussien s'y était déjà établi. C'est derrière le viaduc que les choses étaient au pis, c'est là que les troupes avaient campé. Des lambeaux de chair sanglante, des restes sans nom parsemaient les champs ; quelques-unes des baraques étaient dans l'état le plus misérable. Devant moi s'étendait le faubourg avec le fort de Montigny, tout était boue et corruption. Déjà des soldats prussiens sont installés dans les maisons ; aux vitres on voit les visages presque hébétés des habitants qui ne savent évidemment *s'ils doivent* se réjouir de ce que le siége est terminé, ou se lamenter à cause de l'occupation des Prussiens qu'ils détestent.

Partout des officiers français se tenaient devant les portes, la canne à la main, sans armes, sans abri, et cependant sans utiliser le délai qu'on leur avait accordé pour leur départ en captivité. De forts détachements prussiens passaient dans les rues que traversaient à chaque instant des cavaliers ; les charretiers se disputaient, les cris de commandement dominaient le bruit, et les cieux versaient sur tous une pluie torrentielle.

Derrière le faubourg les bivouacs de l'armée absente. Çà et là se dressaient encore les tentes trempées par la pluie, et pleines de désordre ; les troncs des arbres abattus étaient déjà tout noirs. Un rayon de soleil fugitif dora un instant la Moselle et disparut de suite. Les canons paraissaient encore sur les ouvrages élevés de l'extérieur. Toute la route, jusqu'au pont, était remplie de chevaux amaigris ; leurs cavaliers ivres et couverts de boue laissaient pendre les jambes d'un côté de la selle, criant et vociférant. Des bêtes affamées erraient en gémissant et cherchaient à brouter l'herbe rare. Des zouaves et des chasseurs ivres, après s'être roulés dans la boue, marchaient au hasard, la tête penchée, les bras levés au ciel.

Des centaines de soldats avaient des uniformes tellement maculés de boue qu'on pouvait à peine distinguer le rouge du pantalon. Des chariots renversés, des cadavres de

chevaux, des mules errant à l'aventure, des charrettes de maraîchers, entourés de groupes affamés barraient le chemin. De longues files de véhicules contenaient les malheureuses familles qui avaient quitté les campagnes pour se réfugier dans la forteresse; ces charrettes étaient chargées de caisses, de lits, de matelas, de canapés, de batteries de cuisine; les pauvres gens transportaient les objets de première nécessité dans leurs demeures vides et probablement à demi démolies. Les femmes, les filles aux yeux rouges, les hommes au visage sombre, les nourrices avec leurs enfants dans les bras, les vieillards courbés sous le poids des ans et du malheur : c'était une triste procession.

Dans des voitures fermées, couvertes de boue, et conduites par des domestiques en bourgeois, on distinguait les visages inquiets de vieillards à barbe grise. C'étaient des généraux, se rendant à leur destination en Allemagne et qui sortaient de la ville aussi vite que possible, pour éviter d'être insultés par leurs propres soldats et par le peuple. Quelques gardes ivres assuraient avoir reconnu Bazaine dans l'une des voitures, et proféraient les insultes les plus méprisantes.

Quand je passai sur le pont près la porte Serpenoise, Sedan me revint à l'esprit, comme je l'avais vu le lendemain de la capitulation : c'étaient les mêmes rues étroites remplies de soldats désarmés, portant leurs petits paquets sous le bras, une foule bariolée d'hommes dont les visages n'exprimaient que deux sentiments : une résignation passive ou une sombre ironie; les bourgeois aux fenêtres ou aux portes, les compères causant en groupes, les vainqueurs et les vaincus l'un à côté de l'autre, mais irréconciliables, comme l'huile et l'eau; les magasins fermés avec ostentation ou à demi-ouverts par contrainte; derrière les grilles des bouchers, des quartiers de cheval, les femmes en deuil, évitant de regarder le vainqueur détesté; les hommes s'effaçant d'un air qui pouvait passer pour de la politesse, mais qui, en réalité, n'était pas plus inoffensif qu'une grenade chargée.

Inutile, pour les générations à venir, que nous espérions trouver chez cette population des sympathies pour nous. Ils nous haïssent plus que nous haïssons les Français, et si Metz doit rester à l'Allemagne, il faudra qu'un régiment de fer l'occupe. Toute bienveillance, toute douceur seraient méconnues par les Messins, et les bienfaits seraient semés sur un terrain de pierre.

Les rues de Metz étaient remplies de soldats, et surtout d'officiers français, qui se réunissaient sur le seuil des maisons bourgeoises, se disant « au revoir » et « bon voyage » serraient la main aux bourgeois, et se préparaient à partir. Plusieurs des officiers étaient accompagnés de leurs femmes en deuil. Au coin des murs, on lisait un ordre officiel au sujet du voyage en Allemagne. Sur ces affiches, nos autorités militaires appelaient l'attention de messieurs les officiers sur le fait qu'un convoi extraordinaire pour 500 personnes partait l'après-midi pour l'Allemagne, et qu'ils pourraient y prendre place.

Sur 20 soldats français dans les rues, on voyait à peine un Prussien. S'ils eussent voulu nous tuer avec leurs bâtons, la peine n'eût pas été grande. Pourtant, comme à Sedan, tout alla tranquillement, aucun acte de violence n'eut lieu, même dans les cafés, où les Français et les Prussiens étaient confondus ensemble.

Lorsque j'entrai dans la salle à manger de l'*Hôtel du Nord*, je la trouvai remplie d'officiers français. J'étais dans le camp ennemi; pas un seul uniforme prussien. L'une des tables n'était qu'à demi occupée; je m'emparai d'une chaise. — « Pardon, monsieur, les places sont prises pour les officiers! me dit l'hôtesse en me regardant par-dessus l'épaule. — Pardon, madame, vous vous trompez, répondis-je; les officiers sont pris, mais pas les places. »

L'hôtesse reconnut que j'avais raison et me servit un « bœuf à la mode » qui, certainement, avait été enfourché jadis par un hussard ou bien avait traîné un canon quel-

conque. J'avais pris la précaution d'apporter d'Ars la Moselle un morceau de pain blanc, que je posai sur la table. — Tiens, le joli pain ! s'écria un garçon en regardant le pain blanc, comme si c'eût été une curiosité. Demain, nous aurons aussi du pain blanc, ajouta-t-il, tandis que je soupesais de la main le pain du siége. Il était lourd comme du plomb et fait de seigle et de son.

S'il est de par le monde des esprits qui cherchent à excuser l'acte par lequel Bazaine a souillé le drapeau français, qu'ils se rendent à Metz, qu'ils parcourent la ville. Ils n'y entendront que des paroles de malédiction contre celui qui l'a livrée ; qu'ils parcourent les environs, jadis si riants, ils n'y verront que ruines, douleurs, famines, maladies, toutes les misères, provoquées, prolongées pour arriver à la trahison la plus basse dont l'histoire fasse mention.

Bien des cœurs se sont émus, bien des larmes ont coulé au récit ou à la vue des malheurs dont la bataille de Baumont a été le prologue et la reddition de Sedan le douloureux épilogue ; mais que dire en présence de l'affreux spectacle que présentent aujourd'hui Metz et les villages qui l'environnent !

La plume est impuissante à retracer l'immensité de ce spectacle de désolation.

Toutes ces belles promenades qui environnaient la ville, ces pavillons élégants, ces riantes maisonnettes où le riche et le bourgeois aisé venaient se délasser, les uns de leurs ennuis, les autres de leur travail, tout cela est démoli, ravagé.

Quatre villages ont été complétement incendiés. Moins heureux que Bazeilles, aucune de leurs maisons n'a été épargnée.

Plus de vingt mille arbres ont été abattus ici par les Français pour mieux attaquer l'ennemi ; là par les Prussiens pour

mieux se défendre contre les Français. Metz et ses fortifications apparaissent comme un point noir au milieu d'une plaine immense sur laquelle aurait passé un effroyable ouragan qui aurait tout entraîné, tout saccagé.

Çà et là des cadavres de chevaux. En entrant en ville par la porte de la Chambière et passant devant l'abattoir, on aperçoit, étendus dans la cour de cet établissement, plus de cent cadavres de chevaux qui, par suite de la capitulation, n'ont pas été livrés à la consommation et qu'on n'a pas encore eu le temps d'enterrer.

L'aspect de l'intérieur de la ville est des plus tristes et étrange tout à la fois. Un grand nombre de maisons sont fermées, les habitants sont silencieux, mornes, et dans les rues il règne une animation formidable ; la circulation y est des plus difficiles. Des milliers de Prussiens aux uniformes les plus divers circulent à côté des immenses convois militaires qui traversent la ville.

Toutes les places sont encombrées par le matériel abandonné aux Prussiens. Sur la place de l'Arsenal, sont rangés les canons et les mitrailleuses, sur celle de Chambre, les voitures du trésor ; sur celle de la Comédie, les voitures de l'intendance ; sur celle de Napoléon, les voitures qui servaient au transport des bagages des généraux.

Le préfet allemand est déjà installé dans l'hôtel de la préfecture, où il occupe les appartements où l'ex-empereur a mûri avec ses *illustres* généraux le plan de cette mémorable et douloureuse campagne.

Le général commandant militaire von Kummer s'est installé à l'*hôtel de l'Europe* avec tout son état-major, et à l'heure de son dîner, une musique prussienne vient exécuter les airs les plus variés sur cette même terrasse où, trois mois avant, se prélassaient, dans leurs brillants uniformes, les officiers d'état-major de Lebœuf et de Bazaine.

Les Prussiens ont déjà pris possession des églises, et dans les temples catholiques la grand'messe du dimanche est dite

avec accompagnement de musique militaire prussienne.

Le dernier transport de prisonniers français avait quitté Metz la veille au soir. A part les médecins et quelques officiers qui, par suite de fonctions spéciales, ont été autorisés à prolonger leur séjour dans la ville, l'armée française n'est plus représentée dans Metz que par ses plus tristes débris. On les voit en nombre considérable, ces malheureux soldats, se traînant péniblement, marchant à l'aide de béquilles, ou la tête enveloppée de linge, ou le bras en écharpe, hâves, défaits, amaigris, les traits dévastés par les souffrances et les privations, revêtus d'uniformes d'une nuance douteuse... tendant la main.

Hélas! oui, la chose est profondément triste à dire, mais elle est malheureusement vraie. Les soldats français mendient dans les rues! Et qu'on ne dise pas qu'il s'agit de quelques cas isolés, cela est presque général. Ce qui pousse les malheureux à implorer la charité, c'est la faim; ce qu'ils demandent avant tout, c'est à manger. Les journaux ont annoncé que les Prussiens prévoyant la capitulation avaient envoyé à Metz des quantités considérables de vivres. Je ne sais jusqu'à quel point cela est exact, mais ce que je puis affirmer, c'est que dans les ambulances les convalescents, les blessés et les malades manquent de tout; c'est que dimanche dernier, c'est-à-dire huit jours après la capitulation, ces soldats ont reçu pour toute nourriture un biscuit!

Le *Comité du pain*, arrivé de Bruxelles depuis deux jours, avait distribué la veille à des militaires français qui s'étaient présentés à son dépôt, au delà de quatre cents pains, lesquels, afin de pouvoir secourir un plus grand nombre, avaient été coupés en deux parts égales. On engageait les malheureux à se représenter le lendemain, ce qu'ils n'ont pas manqué de faire.

Maudit Bazaine! s'écria un vieillard dont la boutonnière était ornée d'une rosette de la Légion-d'Honneur et qui assistait à cette distribution, maudit soit le traître! Tenez, mon-

sieur, continua-t-il, s'adressant à moi, ce que ce lâche a employé de ruses pour *avachir* l'armée est inouï. Pour arriver à son but infâme, il a eu recours aux ruses les plus machiavéliques. Qu'il soit maudit!

6e CORPS. — 2e DIVISION MILITAIRE.

CABINET.

Trèves, le 4 octobre 1870.

Plusieurs journaux belges et français ont produit sur la capitulation de Metz des articles inexacts. Pour l'honneur de l'armée française et des généraux en sous ordre, il est indispensable que l'Europe sache que, dans aucune circonstance, les généraux commandant les divisions et les brigades de l'armée de Metz n'ont été consultés. Chaque fois que les commandants de corps d'armée les ont réunis, c'était non pour leur demander leur avis, mais pour les informer des faits accomplis. Il faut donc que la responsabilité tout entière des fautes commises retombe sur le général en chef et les chefs de corps d'armée ci-dessous désignés : Bazaine, général en chef. — Canrobert, commandant le 6e corps. — Le Bœuf, le 3e corps. — Ladmirault, le 4e. — Frossart, le 2e, et Desvaux, la garde en remplacement de Bourbaki.

Le 8 octobre, par ordre du général en chef, les comman-

dants des corps d'armée réunirent chez eux les généraux de division, afin de les informer qu'il ne restait plus à l'armée que pour huit jours de vivres, en réduisant la ration d'un tiers, et que la ville de Metz en avait tout au plus pour une dizaine de jours, qu'il fallait prendre un parti avant l'épuisement total de nos provisions de bouche; quant à nos munitions de guerre, l'artillerie avait encore assez de projectiles et l'infanterie une quantité suffisante de cartouches pour livrer une bataille.

Afin de ne pas m'écarter de l'exacte vérité, je m'abstiens de parler des autres corps d'armée, je citerai seulement, mot pour mot, tout ce qui a été dit et fait dans le 5e corps, auquel j'avais l'honneur d'appartenir. M. le maréchal Canrobert, après nous avoir lu la lettre du général en chef, faisant connaître la triste situation dans laquelle se trouvaient l'armée et la ville de Metz, se retira en nous priant de tenir conseil sur la conduite que les circonstances nous dictaient. — Le 6e corps d'armée était composé de 4 divisions d'infanterie et une de cavalerie commandées par MM. les généraux Tixier, Bisson, La Font de Villiers, Levassor, Sorval et du Barrail. Bien qu'ils n'eussent jamais été consultés jusqu'alors, pour les opérations militaires qui avaient amené cette fâcheuse situation, dans l'intérêt de l'armée, les généraux de division du 6e corps consentirent à proposer la capitulation suivante :

« N'ayant plus de vivres, l'armée de Metz consentirait à » capituler à condition quelle rentrerait en France avec dra» peaux, armes et bagages, pour se retirer dans une des villes » du Midi, s'engageant à ne pas servir contre la Prusse pen» dant le reste de la campagne, que la ville de Metz serait » libre de continuer sa défense. Si ces conditions n'étaient » pas acceptées par l'ennemi, nous étions résolus à poursui» vre un passage les armes à la main et à nous faire tous » tuer plutôt que de nous rendre. »

Ce procès-verbal, signé par les cinq généraux commandant les divisions du 6e, fut remis au maréchal Canrobert,

avec prière de le transmettre au maréchal Bazaine, commandant en chef. — Bien résolu à ne pas accepter la moindre condition humiliante, j'adressai, le lendemain, une proposition au maréchal Canrobert en le priant de la communiquer au maréchal commandant en chef. Je demandais qu'on formât une avant-garde composée des bataillons de chasseurs à pied au nombre de 6 et des compagnies d'éclaireurs de tous les corps d'armée, ce qui faisait un total de 10,000 hommes. Si l'on voulait m'en confier le commandement, je me chargeais d'ouvrir un passage à l'armée en m'emparant des hauteurs boisées qui vont presque jusqu'à Thionville en longeant la rive gauche de la Moselle ; par ce moyen, nous tournions les batteries ennemies établies à Saulny, Norroy, Bellevue, Fèves et Semècourt.

L'armée pouvait, passant au-dessous des bois, éviter l'artillerie placée sur la rive droite de la rivière et, protégée par nos troupes, n'aurait eu à se défendre qu'à l'arrière-garde. Culbutant devant nous les faibles lignes que les Prussiens avaient dans la vallée, nous pouvions, dans la journée, gagner Thionville, et de là nous diriger sur Mézières en longeant la frontière, au pis aller nous jeter dans le Luxembourg. Malheureusement ma proposition resta sans effet, et Son Excellence ne daigna pas me répondre.

Le 11, nous apprîmes que le général Boyer, désigné par le commandant en chef pour traiter de la capitulation, était parti pour Versailles.

Le 18, le maréchal Canrobert me fit appeler à 7 heures du matin ; il feignit ne pas connaître les nouvelles apportées dans la nuit par le général Boyer, il m'interrogea longuement sur mon opinion en cas de refus de l'ennemi d'accepter des conditions honorables. Je lui répondis que le seul parti à prendre était celui que j'avais proposé, c'est-à-dire gagner Thionville par les hauteurs boisées. La conversation en resta là.

Le même jour, à deux heures de l'après-midi, les commandants du corps d'armée réunirent les généraux de division,

les chefs de service et chefs de corps, pour les entretenir sur les projets du général en chef et les résultats de la démarche faite par le général Boyer, rentré de la veille au grand quartier général.

Dans la réunion des généraux de division du 6e corps, le maréchal Canrobert fut excessivement embarrassé dans les détails sur la mission du général Boyer.

Il parla longuement pour ne rien dire, sa voix tremblait, et, après bien des circonlocutions, il finit par nous dire que le roi de Prusse ne voulait pas reconnaître le gouvernement de la défense nationale, mais qu'il traiterait volontiers et au grand avantage de l'armée française avec le gouvernement de la régence, qu'en conséquence, le général en chef allait de nouveau envoyer le général Boyer, pour décider l'impératrice à accepter cette proposition.

Le maréchal nous engagea à réunir les officiers pour leur faire bien comprendre la triste position dans laquelle se trouvait l'armée et leur dire que le seul moyen d'en sortir était d'établir en France le gouvernement de la régence, que pour arriver à ce résultat il n'y avait que quelques jours à attendre, que l'armée serait dirigée, avec drapeaux, armes et bagages sur une ville de France, où l'on proclamerait le nouveau gouvernement, qu'on comptait sur le dévouement du soldat pour prendre patience encore quelques jours, que, faute de pain, on augmenterait d'un tiers la ration de viande de cheval. Les officiers acceptèrent la proposition du commandant en chef comme seul moyen de rentrer en France avec les honneurs de la guerre, mais parmi eux pas un n'aurait consenti à imposer le gouvernement à notre pays.

Le même jour, ordre fut donné de se tenir prêt à partir au premier signal; on donna à tous les états-majors le plan des attaques prussiennes, non pas pour les leur faire connaître dans la prévision d'un assaut, mais pour faire accepter aux officiers ce que l'on voulait d'eux en cherchant à les intimider par la quantité et la force des ouvrages prussiens. Cette

mesure était une fourberie de la part du commandant, car, une fois prisonniers, nous pûmes, en passant les lignes, nous rendre un compte exact de la fausseté des plans qui avaient été communiqués.

Les avant-postes de Ladonchamp et de la ferme Sainte-Agathe, qui occupaient toute la partie de la plaine de la Moselle faisant face à Thionville, furent retirés, les officiers prussiens vinrent serrer la main aux officiers français, se chargèrent de leurs lettres, et leur dirent qu'ils partaient pour Maizières, tous les avant-postes furent retirés, on paya aux officiers de tous grades un mois de solde de France, c'est-à-dire solde sans accessoires. On demanda de suite un supplément de propositions, pour des récompenses : en un mot, on fit tous les préparatifs d'un prochain départ.

Le 24, à cinq heures du soir, le maréchal Canrobert réunit ses généraux de division, pour annoncer le refus de l'impératrice. Un seul espoir, disait-il, nous restait ; le général Changarnier s'était rendu auprès du prince Frédéric-Charles, afin de lui proposer de faire appel aux anciens députés de l'Empire. Ceux-ci devaient nommer un gouvernement que nous ferions accepter par la France.

Lorsque le maréchal eut fini de parler, je lui fis observer que cette démarche était une feinte, la réunion de l'ancienne Chambre étant impossible, la France ne voulant pas plus de ses députés qu'elle ne voulait de la régence ; j'ajoutais que l'armée se regardait comme trompée, persuadée qu'elle était de l'autorisation accordée par S. M. le roi de Prusse de sa rentrée en France avec drapeaux, armes et bagages, mais que les généraux en chef, trop compromis pour l'y suivre, songeaient à la livrer à l'ennemi, pour se constituer prisonniers avec elle, afin de sauver leur vie et leur fortune.

Le maréchal Canrobert repoussa l'accusation que je portais contre le général en chef, tout en partageant mon opinion sur l'impossibilité de la démarche tentée par le général Changarnier. — Deux jours après, le maréchal Canrobert nous réunit

pour la dernière fois, et nous annonça qu'une capitulation, acceptée par le général en chef, nous constituait prisonniers de guerre, car le prince Frédéric-Charles ne voulait entendre parler d'aucune autre condition.

Indigné du mépris avec lequel le prince traitait une armée qui l'avait toujours loyalement et vaillamment combattu, je demandai au maréchal à faire un appel à nos troupes pour réunir 10,000 hommes de bonne volonté et marcher à leur tête, non pas pour percer la ligne et nous sauver, mais pour marcher sur Ars, quartier général du prince, m'emparer de ses canons et le faire fuir devant cette armée à laquelle il refusait les honneurs de la guerre.

Le maréchal me répondit que cela n'améliorerait pas le sort de l'armée et ne ferait que l'aggraver. Toute résistance aux ordres de nos chefs étant impossible, nous dûmes nous soumettre à ces honteuses conditions acceptées par eux. — Le lendemain nous rendîmes nos armes, et le jour suivant, nous livrâmes à l'ennemi nos braves soldats dignes d'un meilleur sort.

Et nous nous constituâmes prisonniers.

Voilà, monsieur, où nous a conduits la fourberie des chefs que nous avait donnés l'empereur.

Mais une dernière infamie devait mettre le comble à ces honteuses menées : le 28, à dix heures du soir, les généraux de division recevaient la lettre confidentielle suivante :

« Général,

» Veuillez donner des ordres pour que les aigles des régiments d'infanterie de votre division soient réunies, *ce soir,* dans le logement que vous occupez. Demain matin, à sept heures, elles seront transportées, par les soins du général commandant l'artillerie, dans un fourgon fermé, sous l'escorte d'un officier et de maréchaux des logis d'artillerie, à l'arsenal de Metz; elles devront être enveloppées de leurs

étuis, et vous préviendrez les chefs de corps que ces aigles SERONT BRULÉES à l'arsenal. Le directeur de cet établissement les recevra et en délivrera des récépissés aux corps.

» LE MARÉCHAL DE FRANCE, COMMANDANT LE 6e CORPS D'ARMÉE.

» *Par ordre : le général chef d'état major général,*

» (*Signé*) : HENRY. »

C'était un nouveau mensonge, les aigles n'ont pas été brûlées, mais bien livrées à l'ennemi comme le dernier trophée de notre honte.

LE GÉNÉRAL COMMANDANT LA 2e DIVISION DU 6e CORPS D'ARMÉE,

BISSON.

TABLE DES MATIÈRES

CONTENUES DANS CET OUVRAGE.

	Pages.
Préface	I
Chapitre I. Où est la trahison.	5
» II. La décomposition intérieure. — L'impérialisme a désarmé et altéré l'esprit national	20
» III. La confusion de tous les pouvoirs	25
» IV. La honte du régime prépare sa défaite.	29
Les explications de l'homme de Sedan.	31
L'enquête et les charges	39
Post-face	47
Un nouveau accablant témoignage.	49
Aspect de Metz et de ses environs après l'entrée des Prussiens.	51
6e corps. — 2e division militaire. — Cabinet	60


BRIGHAM YOUNG UNIVERSITY
3 1197 22386 0450